

Mobilisation autour des bureaux de Poste du canton

Usagers, maires, et maintenant conseiller général: depuis quelques semaines, la mobilisation pour le maintien du service public postal prend de l'ampleur en pays turrupinois. Plusieurs courriers ont été adressés aux décideurs, tandis qu'une proposition de motion va être envoyée aux 15 conseils municipaux du canton, avant de porter plus loin la contestation.

Objectif: « Faire bouger La Poste », sourit Jean-Charles Gallier, le maire de Saint-Victor-de-Cessieu.

Une enquête de besoins dans les jours à venir

La commune se trouve en effet en première ligne du combat pour le maintien des antennes de La Poste depuis les premières alertes, l'an passé. « Le bureau avait été fermé plusieurs fois sur de longues périodes. Nous avions décidé de lancer une pétition lorsque nous avons appris qu'un "partenariat" avait été proposé à la municipalité », raconte Nicole Chocrina, membre du comité local de défense du service public postal. Sur le fond, le collectif et le maire, « qui travaillent main dans la main »



Avec le soutien des élus locaux, le collectif de défense du bureau de Poste de Saint-Victor va lancer une enquête de besoins.

veulent simplement conserver leur bureau de Poste en l'état. « C'est un service que nous avons toujours eu et que nous voulons garder ainsi. Si ça passe en mairie, ça va coûter au contribuable. Est-ce qu'on fait rouler les trains sur la route? Non. Eh bien les services postaux, ça doit être dans un bureau de Poste », considère la militante.

Depuis, la pétition a recollé près de 1 600 signatures. Pour l'heure, après quelques re-

bondissements, le bureau est toujours là, même si sa réouverture aux horaires habituels se fait attendre. Le collectif a surtout rallié à sa cause la plupart des élus locaux. Le comité et la municipalité saint-victorienne vont même essayer de répondre à l'enseigne "sur son terrain", celui où la rentabilité est censée primer. « À partir de la deuxième quinzaine de janvier, nous allons faire appel à des recenseurs bénévoles pour aller voir les gens et

définir ce dont ils ont besoin. L'idée, c'est d'avoir des arguments concrets pour prouver que si La Poste veut rentabiliser le bureau, il faut peut-être changer les horaires d'ouverture », indiquent les responsables.

Façon de dire: « on a tous à y gagner », comme dans un certain slogan. Ce genre de formule restant comme toujours à relativiser, selon les points de vue.

François DELESTRE

Pascal Payen : « Il faut être très vigilant »

En tant que conseiller général du canton, Pascal Payen a apporté son soutien à la commune de Saint-Victor-de-Cessieu et au comité local. Saluant la démarche « constructive » du collectif et affirmant refuser « d'en faire une histoire politique à la veille de la présidentielle », il déclare : « Il faut être très vigilant. La Poste, c'est un enjeu fort en terme d'aménagement du

territoire. À quoi ça sert d'essayer de s'organiser de manière cohérente si, avec la disparition d'une Poste à un endroit, on met des gens sur les routes pour créer des problèmes de stationnement ailleurs ? Si on veut maintenir les personnes âgées à domicile et attirer les familles, il faut des services à proximité, pour le courrier, mais aussi la banque, avec ses produits et des

distributeurs. [...] On s'aperçoit que La Poste est dans une optique de rentabilité, alors qu'elle doit aussi considérer son rôle social. L'agence postale, c'est une charge en plus pour les collectivités, qui doivent alors assumer un service qui est du rôle de l'État. »

Quant à Marie-Christine Frachon, maire de Rochetoirin et vice-présidente en charge des services à la popula-

tion des Vallons de la Tour, elle souligne : « lorsqu'on travaille pour le territoire, il faut défendre les habitants et les élus. Le problème de la Poste, c'est aussi Saint-Clair, c'est Cessieu, ce sont tous les autres villages dont la population doit aller à La Poste, quelque part ailleurs. Je suis inquiète pour le service public, qui a tendance à régresser. »

Propos recueillis par F.D.

Cessieu vers une "APC", Saint-Clair se méfie

« C'est le pot de terre contre le pot de fer ». Ainsi Roland Corsat, maire de Cessieu, décrit-il la situation qui conduit sa municipalité à « se réorienter vers une agence postale communale ».

Le résultat d'un « engrenage », d'après l'élu, validé par l'État dans une logique de pure rentabilité. « Même si on défend le bureau, le minimum d'ouverture possible est insuffisant pour la population. Il faut donc agir. À Dolomieu, [l'agence postale communale] ça se passe bien, cela dit, il est dommage que les communes soient mises à contribution pour ce service public. »

« Tranquilles » ?

À regret, une réflexion a donc été lancée pour étudier ce « partenariat » entre la

commune et La Poste. À Saint-Clair-de-la-Tour, le bureau semble en revanche « sauvé ». « Pour l'instant », précise le premier magistrat de la commune, Jean-Marie Pastorelli : « La direction de La Poste semble nous dire que nous sommes "tranquilles" pendant au moins trois ou quatre ans, qu'il n'y a pas d'inquiétude à avoir. Mais ce ne sont que des paroles. D'autant plus que le bureau est souvent fermé, que les personnes ne sont pas remplacées et que nous ne sommes même pas prévenus dans ces cas. À court terme, on a beau nous dire le contraire, on peut craindre d'être mis dans le collimateur. »

Le bureau de Poste de La Tour-du-Pin, récemment rénové, n'est en effet distant que de quelques kilomètres.

F.D.

Pour l'enseigne, « ce qui compte ce n'est pas la forme, mais d'amener le service au client »

À La Poste, le discours est désormais bien rodé. Il n'y a pas de « fermetures », mais des « transformations » et l'important, ce n'est pas la symbolique, mais le « nombre de points de contact, d'ailleurs en augmentation en Isère ». Pour Patrice Garnier, directeur des ventes sur le quart Nord-Est de l'Isère, il s'agit surtout de « s'adapter aux changements des modes de consommation » : « Sans langue de bois, je vous le dis, je suis attaché à la présence postale et au service public mais ce qui compte, ce n'est pas la forme, mais d'amener le service au client. »

Comme à chaque controverse de ce type, La Poste met en avant les « 92 % d'élus satisfaits » par les agences postales communales et les relais poste chez les commerçants. « La

transformation s'accompagne souvent d'un élargissement des horaires d'ouverture et [à la mairie] les clients peuvent trouver dans le même lieu plusieurs services publics », souligne le responsable.

Des constats, pas de stratégie délibérée

Patrice Garnier repousse par ailleurs en bloc l'accusation, plusieurs fois formulée, d'une présumée stratégie pernicieuse de La Poste. « Plus on a de clients, plus on est contents. Il n'est pas juste de dire que l'on réduit la fréquentation pour transformer les bureaux : on transforme les bureaux lorsqu'on constate une baisse de la fréquentation. [...] Dire que l'on fait des économies en transformant les bureaux n'est

pas pertinent non plus, car le personnel est envoyé là où on a plus de clients, comme à La Tour-du-Pin par exemple. »

La fréquentation du bureau saint-victorien serait passée l'an dernier pour l'enseigne de 65 à 45 clients par jour, motivant la proposition de « partenariat » avec la municipalité. Quant à la situation actuelle du bureau de Saint-Victor-de-Cessieu, censé rouvrir à ses horaires habituels en 2012 mais toujours fermé l'après-midi, jusqu'au 20 janvier, pour cause « d'événements conjoncturels », elle doit s'améliorer prochainement.

En attendant, les « clients », ou les « usagers », question d'orientation, sont invités... À s'orienter vers le bureau turinois.

F.D.

Les cas de Chimilin et Pressins, deux ans après

L'expérience de Pressins et Chimilin, qui ont vu disparaître leur bureau de Poste, est intéressante. Voici deux ans, les élus avaient commencé à s'inquiéter pour leurs implantations respectives. Au point de bloquer le bureau des Abrets, en juin 2010, afin de protester contre ce qu'ils appelaient une « mécanique infernale ».

Un an et demi après, Pressins et Chimilin ont ouvert des agences postales communales. Des points de vente assumés en premier lieu par la municipalité. Une évolution qui laisse un goût amer à Serge Revel, conseiller général et conseiller municipal pressinois. « La volonté de La Poste de fermer ses petits bureaux est tellement grande qu'on ne pouvait pas

lutter », indique-t-il. Soutenant toujours que La Poste manœuvre délibérément pour faire baisser la fréquentation de certains bureaux afin de justifier les fermetures.

Situations contrastées

C'est donc avec un certain pessimisme qu'il juge les chances de ses homologues du canton de La Tour : « S'il n'y a pas un changement politique à l'échelle nationale, avec une vraie volonté de maintenir le service public de proximité, même avec la meilleure volonté du monde, les bureaux continueront à fermer. C'est inéluctable. » À l'image de la plupart des élus consultés sur ce dossier, Serge Revel regrette que

les décideurs ne considèrent pas plus « le rôle social de la présence postale ». Du côté de Chimilin, il n'a pas été possible de joindre le maire Robert Arbarétaz. Mais selon un conseiller municipal, « tout le monde est enchanté par l'agence postale : nous avons pu mettre en place des horaires qui convenaient parfaitement aux gens et nous sommes tombés sur un agent très compétent. Mais c'est sûr que la disparition du bureau de Poste en tant que tel a été difficile à accepter. »

Le bilan est donc à contrastes. Selon différents critères de jugement, symboliquement ou concrètement, même si souvent, on souhaite juste qu'un colis arrive à temps.

F.D.